Droit Pénal

Les réparations au profit des victimes des crimes internationaux : analyse de la pratique des juridictions militaires congolaises à la lumière du droit international

Par

ESTHER MPALA OMALOKENGE*

Résumé

Ce travail plaide pour l'alignement des juridictions militaires congolaises à la pratique internationale en matière de réparation. En ce sens, la pratique des juridictions militaires est entachée de défis majeurs, susceptibles de bloquer toute initiative entreprise par les victimes ayant subies les préjudices à la suite de la commission des crimes internationaux les plus graves. Dans le cadre de l'évaluation de l'ensemble des préjudices, la confusion réside dans le fait d'exiger le seuil probatoire "au-delà de tout doute raisonnable" en matière de réparations aux victimes, en se limitant à des réparations purement financières et individuelles, tout en ignorant les autres formes des réparations préconisées par le droit international. Le recours à la pratique de la Cour pénale internationale intègre aussi bien les réparations collectives que le seuil probatoire allégé "balance of probabilities" pourrait inspirer les juridictions congolaises appelées à connaître des réparations découlant des crimes internationaux les plus graves.

Abstract

This work advocates for alignment of congolese military jurisdictions with international practice regarding réparations. In this regard, the practice of congolese military courts is marked by significant challenges that may hinder any initiative undertaken by victims who have suffered harm as a result of commission of the most serious international crimes. In the context of assessing all forms of harm, the confusion lies in requiring the evidentiary threshold of "beyond a reasonable doubt" for victim reparations focusing solely on purely financial and individual compensation while disregarding other forms and modalities of reparation recommended under international law. The recours to the ICC's practice which include both collective reparations and a reduced evidentiary threshold "balance of probabilities", could serve as an inspiration for Congolese courts dealing with reparations for serious crimes.

* Assistante d'enseignement et de recherche en Faculté des sciences juridiques. Tél +243973838806 ; E-mail : omalokengeesther903@gmail.com, Master en droit pénal.

Mots-clés : la justice pénale internationale-Réparations, victimes et crimes internationaux**INTRODUCTION**

La République démocratique du Congo (RDC) connaît depuis 1993 des conflits armés sans précédent, au cours desquels des populations civiles sont prises pour cible d'attaques de différents acteurs impliqués dans ces conflits. Ces populations font particulièrement l'objet de graves violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, en ce compris les violences sexuelles qui affectent gravement leur intégrité physique et leur dignité humaine¹.

Certains d'entre eux tombent sous la qualification des crimes internationaux les plus graves² : crime de génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Le rapport Mapping, publié par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en 2010³, a acquis une crédibilité particulière de la Cour internationale de justice⁴, en raison de sa documentation rigoureuse des crimes internationaux les plus graves. La période examinée par ce rapport, de mars 1993 à juin 2003, constitue l'un des chapitres les plus macabres de l'histoire récente de la RDC, voire de l'Afrique toute entière.

La situation n'évolue que de mal en pis au fur et à mesure que le temps s'écoule. Ainsi le rapport dressé par le Bureau du Haut-commissariat

¹ Voir Exposé des motifs de la loi n°22/065 du 26 décembre 2022 fixant les principes fondamentaux relatifs à la protection et à la réparation des victimes de violences sexuelles liées aux conflits et des victimes des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, *JORDC*, 64^e année, numéro spécial, 21 janvier 2023.

² La lecture condensée des dispositions de l'article 5 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et le Titre IX des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité introduit par les lois de mise en œuvre du statut de Rome, plus précisément aux dispositions des 221 à 223, qui reprennent le vocable "crimes internationaux les plus graves" d'une part, et d'autre part "les crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité".

³ Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, Rapport du projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo, août 2010.

⁴ Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda), réparations, arrêt, CIJ, Recueil 2022, para152.

des Nations Unies aux droits de l'homme sur les différentes crises plante le décor de différents crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité qui ont été perpétrés au Kasai⁵. La violence a causé des milliers des victimes depuis août 2016 et au moins 80 fosses communes ont été identifiées par la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) jusqu'en 2017. Entre le 12 mars et le 19 juin 2017, des violations et abus graves de droits de l'homme ont été commis par différents acteurs faisant 282 victimes dans différents villages du territoire de Kamonia, province du Kasai, dont 113 femmes et 68 enfants⁶. Environ 30.000 personnes ont fui la crise du Kasai pour l'Angola entre le mois d'avril et le 22 juin 2017, tandis que 1,3 million des personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays.⁷

Au Nord-Kivu, le Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'homme (BCNUDH) montre qu' « entre 2012 et novembre 2013, des membres du M23 ont commis de nombreuses violations des droits de l'homme dont des atteintes au droit à la vie à l'encontre de 116 personnes, des atteintes au droit à l'intégrité physique à l'encontre de 351 personnes, dont 161 victimes de viol, des atteintes au droit à la liberté et à la sécurité de la personne à l'encontre de 296 personnes, dont 18 de travaux forcés, et 50 atteintes au droit à la propriété »⁸.

La province de l'Ituri n'est pas exempte de toutes les violations des droits de l'homme et de droit international humanitaire. Signalons que, la guerre interethnique entre les Hema et Lendu entre 1999 et 2003 a considérablement contribué à la recrudescence des violations des droits humains en Ituri.⁹ Le BCNUDH rapporté « qu'entre décembre 2017 et mars 2018, au moins 277 personnes de la communauté Hema ont été tuées et 120 localités ont été incendiées, pillées et détruites lors d'attaques commises par

5 Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Rapport d'une mission du Bureau du Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme : témoignages des réfugiés qui ont fui la crise de la région du Kasai, en République Démocratique du Congo, août 2017.

6 *Ibidem*, para 3.

7 *Ibidem*, para 2.

8 Bureau conjoint des nations unies aux droits de l'homme sur les violations des droits de l'homme, Rapport sur les violations des droits de l'homme commises par le Mouvement du 23 mars (M23) dans la province du Nord-Kivu, Avril 2012, p.7.

9 Bureau conjoint des nations unies aux droits de l'homme, Rapport public sur les conflits en territoire de Djugu, province de l'Ituri, Décembre 2017 à Septembre 2019, p.8, para.12.

des membres de la communauté Lendu contre des localités Hema dans sept collectivités, à savoir Bahema-Nord, Walendu Tatsi , Walendu Pitsi , Ndo Okebo , Mambisa , Bahema-Banyuagi et Bahema-Bajere »¹⁰.

La lutte contre l'impunité de ces différents crimes internationaux les plus graves commis sur le territoire congolais apparaît aujourd'hui comme l'un des moyens indispensables pour maintenir et rétablir la paix aussi bien qu'une condition de la réconciliation nationale. Les victimes, en particulier, ont besoin de la justice, de connaître la vérité sur tout ce qui s'est passé et d'obtenir des réparations. A cet égard, les poursuites contre leurs bourreaux constituent une priorité et ont commencé à avoir lieu devant les instances étrangères et internationales, à l'instar de la Cour pénale internationale (CPI).

Les autorités congolaises ne sont pas restées inertes. Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de lutte contre l'impunité des crimes graves, elles ont opéré plusieurs réformes juridiques. D'abord, la promulgation du Code pénal militaire et du Code judiciaire militaire en 2002. Le premier définissait les crimes internationaux les plus graves (génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre), tandis que la seconde loi conférait la compétence pour y statuer aux juridictions militaires¹¹. Ensuite, la RDC a ratifié le Statut de Rome de la Cour pénale internationale la même année. Enfin, en décembre 2015, elle a adopté et promulgué les lois de mise en œuvre de ce traité en conformant, pour ainsi dire, sa législation à ses engagements internationaux. Dans l'entre-temps, elle avait déjà, en 2013, mis en vigueur une autre loi conférant la compétence aux cours d'appel civiles de connaître de crimes de droit international commis par les personnes relevant de leur juridiction et de celle de tribunaux de grande instance¹².

10 Bureau conjoint des nations unies aux droits de l'homme, Rapport public sur les conflits en territoire de Djugu, province de l'Ituri, décembre 2017 à septembre 2019, para.18.

11 La lecture condensée des articles 161-174 de la loi n°24/2002 du 18 novembre 2002 portant Code pénal militaire, *JORDC*, Numéro spécial -20 mars 2003 et les dispositions des articles 73 et 76 alinéa 1^{er} de la loi n° 23/2002 du 18 novembre 2002 portant Code judiciaire militaire, *JORDC*, Numéro spécial-20 mars 2003 accordent une compétence exclusive aux juridictions militaires devant connaître de la répression des crimes les plus graves.

12 Loi organique n°13/011-B du 11 avril 2013 portant organisation, fonctionnement et compétences des juridictions de l'ordre judiciaire, *JORDC*, numéro spécial, 4mai 2013, article 91.

La justice congolaise est, dès lors, également, devenue de plus en plus active. En effet, depuis 2004, les juridictions congolaises ont tenté d'appliquer la qualification des crimes internationaux prévue dans le Statut de Rome.¹³ Plusieurs affaires ont été jugées par les juridictions tant militaires que civiles. Dans ces affaires, les droits des victimes et surtout leur réparation ont toujours été abordés. Notre étude ne s'intéresse cependant qu'à la jurisprudence des juridictions militaires congolaises qui ont rendu la quasi-totalité de décisions dans ce domaine. Elle examine plus précisément les réparations au profit des victimes ordonnées par les juridictions militaires établies à l'Est de la RDC, au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et en Ituri. L'enjeu est de taille : il s'agit de vérifier si ces juridictions s'alignent sur les meilleurs standards juridiques qui permettent de mieux assurer et garantir effectivement le droit des victimes à la réparation.

Les juridictions congolaises connaissent cependant un certain nombre des défis en matière de réparation au profit de victimes. L'un d'entre eux est lié au fait que ces juridictions n'accordent que des réparations individuelles et allouent trop souvent des réparations complètement financières. En outre, les réparations collectives sont inexistantes dans la pratique jurisprudentielle congolaise.

Ainsi, une question mérite d'être posée en guise de socle de notre raisonnement : *que faut-il pour amener les juridictions congolaises à s'aligner sur les standards internationaux en matière des réparations ?*

Pour aligner les juridictions congolaises aux standards internationaux, il y aurait une alternative : ou bien dans un premier temps, les juridictions se réfèreraient au droit international pour appliquer aux victimes les mêmes standards en matière de réparations comme elles le font déjà pour établir la culpabilité des auteurs, ou bien dans un second temps, le législateur congolais ferait mieux d'intégrer les pratiques internationales en matière des réparations dans la législation congolaise pour la moderniser.

Ce travail est subdivisé en deux points : dans un premier temps, il sera question de dégager les standards juridiques de référence en matière de réparation à la Cour pénale internationale (I) avant d'examiner les pratiques

13 CM, 20 décembre 2004, RP 01/2003 et RP 02/2004, *MP et parties civiles c. Emile Tabwangu Kayembe*, in Avocats Sans Frontières, *Etude de jurisprudence. L'application du Statut de Rome de la Cour pénale internationale par les juridictions de la République démocratique du Congo*, ASF, Bruxelles, mars 2009, p.56.

congolaises, d'en identifier les atouts et les faiblesses, afin de proposer une réforme allant dans le sens de conformer le droit congolais aux standards internationaux (II).

I. La pratique de la Cour pénale internationale en matière des réparations

D'entrée de jeu, signalons que le droit à la réparation pour les personnes victimes de violations des droits de l'homme est désormais largement reconnu comme un élément fondamental du droit international¹⁴.

Le droit à la réparation en cas des violations des droits de l'homme est un principe fondamental du droit international des droits de l'homme reconnu dans nombreux traités¹⁵.

¹⁴ CaDHP, Rapport sur l'étude comparative sur le droit et la pratique des réparations en cas de violation des droits de l'homme septembre 2019 p.1.

¹⁵ Article 2 (3) du Pacte internationale relatif aux droits civils et politiques, <https://treaties.un.org/doc/Publication/MTDSG/Volume%20I/Chapter%20IV/iv-4_fr.pdf> ; Article 9 (5) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques <https://treaties.un.org/doc/Publication/MTDSG/Volume%20I/Chapter%20IV/iv-4_fr.pdf> ; Article 14(6) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques <https://treaties.un.org/doc/Publication/MTDSG/Volume%20I/Chapter%20IV/iv-4_fr.pdf> ; Article 6 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale <https://treaties.un.org/pages/viewdetails.aspx?src=treaty&mtdsg_no=iv-2&chapter=4&clang=fr> ; Article 14 de la Convention contre la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants <https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwjC_LO5mvyJAXWP2gIHHVv1HgsQFnoECBYQAw&url=https%3A%2F%2Flegal.un.org%2Favl%2Fpdf%2Fha%2Fcatcidtp%2Fcatcidtp_f.pdf&usg=AOvVaw2-49Mbh-512_Owfa64-70z&opi=89978449> ; Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire. <https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUK EwiIztuRm_yJAXUL1AIHHb82ApgQFnoECB8QAAQ&url=https%3A%2F%2Flegal.un.org%2Favl%2Fpdf%2Fha%2Fga_60-147%2Fga_60-147_f.pdf&usg=AOvVaw1vdfAEaenQu_a8oX2YxrtU&opi=89978449> ; Article 25 du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes (Protocole de Maputo) <https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUK EwjQgovWm_yJAXWi3gIHHV2mHj8QFnoECBYQAAQ&url=https%3A%2F%2Fau.int%2Fsites%2Fdefault%2Ffiles%2Ftreaties%2F37077-treaty-0027_protocol_to_the_african_charter_on_human_and_peoples_rights_on_the_rights_of_women_in_africa_f.pdf&usg=AOvVaw0DrjE-FBNWckHSI8ocITe3&opi=89978449> ; Article 27 du Protocole relatif à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples

De la pratique de la Cour pénale internationale, nous relevons les standards ci-après : les réparations collectives, le seuil probatoire exigé aux victimes ainsi que l'évaluation des réparations.

A. Les réparations collectives

Elles sont prévues à la règle 97(1) du Règlement de procédure et de preuve de la Cour pénale internationale¹⁶.

1. Les considérations générales

Les réparations collectives viennent à la rescousse de groupes bien déterminés ayant subi des violations des droits de l'homme ou des droits international humanitaire à la suite de la commission des crimes internationaux. Elles sont octroyées par les instances internationales pour faire cesser les conséquences découlant des crimes internationaux, qui ont favorisé la victimisation de la quasi-totalité des membres du groupe.

C'est à raison que la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples estime que : « [o]utre les réparations individuelles, les réparations collectives constituent un important moyen de remédier aux violations commises contre des groupes spécifiques, en particulier dans le contexte de violation à grande échelle. Comme pour les réparations en général, les

portant création de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples <<https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUK Ewigpuu9nPyJAXX0zwIHhcYvF4YQFnoECBgQAO&url=https%3A%2F%2Fau.int%2Ffi%2Ftreaties%2Fprotocole-la-charte-africaine-des-droits-de-lhomme--des-peuples-portant-creation-dune&usg=AOvVaw3iKATXrdwv1lhY9Kkh2OI6&opi=89978449> > ; Articles 1 et 7 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples <https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwj_hcvXlfyJAXX23AIHHTwZHvIQFnoECAwQAO&url=https%3A%2F%2Fau.int%2Fsites%2Fdefault%2Ffiles%2Ftreaties%2F36390-treaty-0011_-_african_charter_on_human_and_peoples_rights_f.pdf&usg=AOvVaw1Qw7Cg061W9Td1dzzIEo2H&opi=89978449 > ; CADH, Observation générale n°4 sur la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples , concernant le droit à réparation des victimes de torture et autres peines ou traitements *cruels* , inhumains ou dégradants (Article 5) <<https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUK EwiD1Zq0nfyJAXW0-AIHVV8sE-EQFnoECBYQAw&url=https%3A%2F%2Fcaselaw.ihrra.org%2Fapi%2Ffiles%2F1509793527436gi66f3sslmt861sg1svsfw29.pdf&usg=AOvVaw18AxORs7CQ0cIgvvuk8U4H&opi=89978449> > .

¹⁶ Règle 97(1) du Règlement de procédure et de preuve.

réparations collectives peuvent prendre diverses formes, notamment des mesures symboliques, des programmes d'assistance aux victimes, des subventions au développement communautaire et des réformes institutionnelles, entre autres, en fonction des besoins des victimes. Lorsque des groupes entiers ont subi un préjudice, des réparations collectives peuvent être préférable aux dommages intérêts individuels »¹⁷.

C'est à juste titre que, la Chambre de première instance II dans l'ordonnance de réparation dans l'affaire *le Procureur c. Germain Katanga* rappelle le principe dégagé par la Chambre d'appel dans l'affaire *Lubanga* selon lequel « les réparations accordées à titre collectif devraient remédier au préjudice que les victimes ont subi aussi bien individuellement que collectivement »¹⁸.

La Chambre prend également note des observations du *International Center for Transnational Justice*, qui indiquent que :

« Collective reparations are conceived from the perspective of who they are meant to benefit. They are focused on delivering a benefit to groups of victims that suffered from human rights violations. These groups may be bound by a common identity, experience, or form of violation.

Collective reparations may address the gender-based aspects of individual violations, such as sexual violence committed against individual women. In other instances, they might address violations affecting the population of an area—such as those involving massacres of entire villages, the deliberate destruction or displacement of indigenous communities, or the targeting of civilian organizations seen as resisting a regime or opposing »¹⁹.

Il ressort de l'ordonnance de réparation en examen, que le critérium retenu en vue de l'octroi des réparations collectives est l'identité ou l'expérience vécue en commun mais également le fait d'être victime de la même violation ou du même crime relevant de la compétence de la Cour.

¹⁷ CadHP, Rapport sur l'étude comparative sur le droit et la pratique des réparations en cas de violation des droits de l'homme septembre 2019, pp VIII -IX.

¹⁸ Le Procureur c. Germain Katanga, (ICC-01/04-07), Ordonnance de réparation en vertu de l'article 75 du Statut. Accompagné d'une annexe publique (annexe I) et d'une annexe confidentielle *ex parte* réservée au Représentant légal commun des victimes, au bureau du conseil public pour les victimes et à l'équipe de défense de Germain Katanga (annexe II), Chambre de première instance II, 24 mars 2017, para.272.

¹⁹ *Ibidem*, paras 273-274.

C'est pourquoi, les réparations collectives peuvent bénéficier à un groupe notamment ethnique, racial, social, politique, religieux préexistant au crime, mais également à tout autre groupe uni par les préjudices et les souffrances collectifs résultant des crimes pour lesquels le condamné a été reconnu coupable²⁰.

En définitive, il y a lieu de mentionner que les réparations collectives, pour leur part, viennent réparer les préjudices subis par le groupe suite à la commission d'un acte internationalement illicite (le crime). Somme toute, comme l'a rappelé la Chambre de 1^{ère} Instance dans sa composition antérieure, les deux types des réparations (individuelle et collective) ne s'excluent pas mutuellement et peuvent être accordées concurremment²¹.

2. *Les catégories des réparations collectives*

Il ressort de la jurisprudence de la CPI dans l'ordonnance de réparation de l'affaire *le Procureur c. Germain Katanga* que : « considérant des observations faites par le groupe d'experts à Belfast, telles qu'elles figurent dans les observations du Fonds dans l'affaire *Lubanga*, la Chambre est d'avis que deux catégories de réparations collectives peuvent être distinguées. D'une part, des réparations collectives visant à bénéficier la communauté dans son ensemble, et d'autre part, des réparations collectives centrées sur les individus membres du groupe »²².

C'est pourquoi, la Cour soutient que le concept de "réparations collectives" est un concept ouvert. De ce point de vue, au-delà du fait que les réparations collectives s'adressent à la communauté dans son ensemble constituerait l'une des formes possibles de ce concept large qu'est "les réparations collectives". La Chambre estime que ce concept ouvert des réparations collectives permet, à partir de différentes modalités, de mettre tant l'accent sur le bénéfice à la communauté que sur le bénéfice individuel que peuvent fournir de telles réparations²³.

²⁰ *Ibidem*, para. 274.

²¹ Le Procureur c. Germain Katanga, (ICC-01/04-07), Ordonnance de réparation en vertu de l'article 75 du Statut. Accompagné d'une annexe publique (annexe I) et d'une annexe confidentielle *ex parte* réservée au Représentant légal commun des victimes, au bureau du conseil public pour les victimes et à l'équipe de défense de Germain Katanga (annexe II), Chambre de première instance II, 24 mars 2017, para 265.

²² *Ibidem*, para.272.

²³ *Ibidem*, para.272.

En outre, dans l'ordonnance de réparation dans l'affaire *le procureur c. Ntaganda*, la Cour a relevé une autre catégorie de réparation collective, à savoir *les réparations collectives individualisées* qui suivant la cour, étaient les plus appropriées dans le cadre de cette procédure en cours, en ce sens qu'elles pouvaient offrir une approche plus globale des préjudices multiformes subies par les victimes²⁴.

En adoptant une telle démarche, la Cour rappelle que l'octroi des réparations collectives individualisées prend en compte l'approche plus efficace, rapide et pratique, en ce sens que le nombre élevé des victimes constitue un frein pour une quelconque évaluation individuelle des préjudices aux fins des réparations individuelles, qui exigerait des ressources et le temps considérable et se révélerait disproportionnée par rapport au résultat obtenu.

Ce qui implique que, les réparations collectives individualisées octroient aux victimes se projeter à long terme en ce sens qu'au lieu de répondre aux besoins quotidiens à court terme, elles accordent les moyens de substance durables devant contribuer considérablement à leur réparation. Par ailleurs, cette façon de procéder permet de résoudre la question de l'octroi de réparations à parts égales pour éviter qu'elles soient source de jalousie, d'animosité ou de stigmatisation dans les communautés affectées et entre les groupes interethniques, en particulier compte tenu de l'instabilité de la situation en matière de sécurité sur le terrain. Ainsi, cette approche peut permettre d'éviter d'engendrer une impression de hiérarchie entre les victimes et entre les préjudices, tout en veillant à ce que les réparations remédient aux préjudices subis par les victimes et répondent à leurs besoins²⁵.

Pour la Chambre de première instance VI, les réparations collectives individualisées s'avèrent être les plus appropriées pour la catégorie des victimes qui ont enduré le préjudice découlant du viol et l'esclavage sexuel, suivant la réticence dont font montre les victimes concernées à se faire connaître si une distinction était opérée pour ces réparations spécifiques, par crainte du rejet et la stigmatisation qu'elles subiraient de la part de leur famille et de leur communauté. Pour les mêmes raisons, ce type de

²⁴ Le Procureur c. Bosco Ntaganda, (ICC-01/04-02/06), Ordonnance de réparation, Chambre de première instance VI, 8mars 2021, para 194.

²⁵ *Ibidem*, para .194.

réparation convient aussi pour les anciens enfants soldats, qui pourraient également être réticents à ce que leur statut de victime de ces crimes soit connu de leur famille et de leur communauté²⁶.

B. L'application de l'hypothèse la plus probable

Dans l'arrêt relatif aux activités armées sur le territoire congolais, la Cour internationale de justice a souligné que : « l'établissement de la charge de la preuve dépend, en réalité, de l'objet et de la nature de chaque différend soumis à la Cour, il varie en fonction de la nature des faits qu'il est nécessaire d'établir pour les besoins du jugement »²⁷.

Les juges appliquent le standard de preuve en considération de l'acteur en présence devant s'acquitter de la charge de la preuve.

D'où, la chambre rappelle que : « la norme de l'administration de la preuve sur la base de *l'hypothèse la plus probable (balance of probabilities)* signifie que la Chambre doit déterminer s'il est plus probable qu'improbable que le Demandeur ait subi le préjudice qu'il allègue et que ce préjudice résulte de l'un ou des crimes pour lesquels Katanga a été condamné ... Dans ce contexte, elle tient compte également du fait que les Demandeurs ne sont pas toujours en mesure d'apporter des éléments de preuve documentaires à l'appui de tous les préjudices allégués au vu des circonstances qui prévalent en RDC et elle prend en considération les observations de la Défense »²⁸.

La norme exigée en matière de la réparation est "balance of probabilities" autrement appelé hypothèse la plus probable, qui est la norme de l'administration de la preuve la plus souple que celle "au-delà de tout doute raisonnable" qui n'est applicable que pour déterminer la culpabilité de l'auteur. Cette norme assouplie permet à un nombre considérable des victimes de participer à la procédure déclenchée par devant une chambre, pour réparer autant que faire se peut les préjudices subis par les victimes. Ce qui semble être conforme aux différentes aspirations des victimes, qui se

²⁶ *Ibidem*, para. 195.

²⁷ CIJ, République démocratique du Congo c. Ouganda, Activités armées sur le territoire du Congo, Réparation, arrêt du 9 février 2022, para.117.

²⁸ Le Procureur c. Germain Katanga, (ICC-01/04-07), Ordonnance de réparation en vertu de l'article 75 du Statut. Accompagné d'une annexe publique (annexe I) et d'une annexe confidentielle *ex parte* réservée au Représentant légal commun des victimes, au bureau du conseil public pour les victimes et à l'équipe de défense de Germain Katanga (annexe II), Chambre de première instance II, 24 mars 2017, para.84.

retrouvent dans la plupart des cas en difficulté de recueillir des preuves suite aux conflits armés et au déplacement interne.

La Cour adopte ce seuil probatoire en raison de plusieurs circonstances particulières qui le justifient à savoir l'indisponibilité des documents matériels du fait du contexte sécuritaire et/ou économique constitue la raison principale à l'adoption de cette norme probatoire, le temps écoulé depuis la commission des crimes, le trauma psychologique subi par les victimes ainsi que la difficulté de confirmer l'identité précise des auteurs directs des crimes.

Rappelons comme l'a si bien remarqué dans l'un de ses rapports la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples que : « l'établissement d'une violation des droits de l'homme ou d'un crime international n'est qu'une première des étapes conduisant à l'octroi de réparations. Pour qu'une réparation soit accordée, il doit également y avoir la preuve, *entre autres*, que la victime a subi un préjudice, que le préjudice subi a été causé par la violation dont l'Etat est responsable ou par le crime commis par l'auteur de l'infraction, ainsi que les types et l'ampleur du préjudice. Cette preuve est régie par deux concepts importants : la charge de la preuve, qui fait référence à la *personne* doit présenter une telle preuve, qui fait référence à la force probante requise »²⁹.

Ainsi, la Cour dans l'Ordonnance de réparation Katanga a reçu au total 341 demandes en réparation et sur base de l'hypothèse la plus probable, elle n'a retenu que 297 demandes après analyse individuelle de chacune de ces demandes³⁰.

En outre, dans l'ordonnance de réparation Katanga, la Cour n'a pas hésité à écarter le préjudice psychologique transgénérationnel du fait de l'absence d'éléments de preuve qui pouvaient corroborer sur base de l'hypothèse la plus probable le lien entre le traumatisme et l'attaque de Bogoro³¹. Tel est le

²⁹ CadhP, *supra* note 18, p 31.

³⁰ Le Procureur c. Germain Katanga, (ICC-01/04-07), Ordonnance de réparation en vertu de l'article 75 du Statut. Accompagné d'une annexe publique (annexe I) et d'une annexe confidentielle *ex parte* réservée au Représentant légal commun des victimes, au bureau du conseil public pour les victimes et à l'équipe de défense de Germain Katanga (annexe II), Chambre de première instance II, 24 mars 2017, para.168.

³¹ Le Procureur c. Germain Katanga, (ICC-01/04-07), Ordonnance de réparation en vertu de l'article 75 du Statut. Accompagné d'une annexe publique (annexe I) et d'une annexe confidentielle *ex parte* réservée au Représentant légal commun des victimes, au bureau

cas du préjudice matériel tenant à la perte de patrimoine familial en raison des bouleversements créés par l'attaque de Bogoro dans leur vie ou en raison du décès d'un parent lors de l'attaque, allégué par les victimes qui a été rejeté par la Chambre faute d'éléments de preuve requis sur base de l'hypothèse la plus probable³².

Quant au préjudice allégué par les victimes consistant au préjudice psychologique lié à l'exil forcé à la suite de l'attaque de Bogoro, la Chambre n'a pas été en mesure d'établir le lien de causalité entre ce préjudice et l'attaque de Bogoro sur base de l'hypothèse la plus probable³³.

C. L'évaluation des réparations devant la CPI

D'entrée de jeu, il faut mentionner que pour évaluer les réparations dues aux victimes, la Cour pénale internationale se conforme scrupuleusement à certains principes directeurs, afin d'adopter la méthode d'évaluation qu'il faut suivant le préjudice réellement subi par la victime suite à la commission des crimes les plus graves.

1. La détermination de la méthode d'évaluation

A combien s'élève le prix de la dignité humaine ? A quel prix peut-on évaluer la Vie humaine ? C'est à ce genre des questions que sont confrontées les juges en vue de la réparation.

Comme l'a si bien relevé Djeguelmbaye Ndigngar que : « ces questionnements prouvent combien, le sujet de la détermination de la valeur monétaire des préjudices subis par les victimes est problématique. Fondamentalement, il est impossible de chiffrer la pleine et entière mesure d'un préjudice causé par des crimes de guerres, des crimes contre l'humanité ou un génocide. La dignité et, tout comme la croyance, ne s'achètent pas et sont donc beaucoup plus difficile à rétablir »³⁴.

du conseil public pour les victimes et à l'équipe de défense de Germain Katanga (annexe II), Chambre de première instance II, 24 mars 2017, para134.

³² *Ibidem*, para.172.

³³ *Ibidem*, para.178.

³⁴ D. NDIGNGAR, *L'effectivité du régime des réparations dues aux victimes devant la Cour pénale internationale*, Mémoire de Master Justice pénale internationale, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, Université de Lille, 2021, p.31.

i) *Les principes directeurs*

La chambre de première instance VI dans l'ordonnance de réparation Bosco Ntaganda a relevé : « [p]our rendre justice aux victimes, les réparations doivent être appropriées, adéquates et rapides. Les réparations devraient être proportionnelles aux préjudices, pertes et dommages subis... »³⁵.

Il ressort de cette ordonnance de réparation que les réparations appropriées, adéquates et rapides sont les principes directeurs devant guider la réparation.

➤ **La réparation intégrale**

Pierre-Marie Dupuy et Yann Kerbrat estiment que : « A s'en tenir aux termes de la jurisprudence précitée, il faut voir dans la restitution *in integrum* l'énoncé de l'obligation faite à l'Etat responsable, non seulement de rétablir l'état qui existait avant que la violation du droit n'ait été commise, mais encore celui qui aurait existé en l'absence de toute infraction. Quoiqu'il en soit, ce qui est important est ici de percevoir l'objet de la réparation, entendue au sens large, c'est-à-dire celui de *restauration* : il s'agira en effet de restaurer la situation matérielle de la victime mais aussi de rétablir la situation juridique existant avant la violation du droit »³⁶.

Emmanuel Decaux et Olivier de Frouville abondent que *restitution in integrum* littéralement "restitution en nature" consiste dans le rétablissement de la situation antérieure à la violation visant à effacer toutes les conséquences de l'acte illicite³⁷.

Dans l'ordonnance de réparation Ntaganda, la Cour pénale internationale a rappelé que : « les réparations devraient être proportionnelles aux préjudices, pertes et dommages subis, tels qu'établis par la Cour »³⁸.

³⁵ Le Procureur c. Bosco Ntaganda, (ICC-01/04-02/06), Ordonnance de réparation, Chambre de première instance VI, 8 mars 2021, para.89.

³⁶ P.-M. DUPUY et Y. KERBART, *Droit international public*, 14^e éd. Dalloz, Paris, 2018, para.492.

³⁷ E. DECAUX et O. DE FROUVILLE, *Droit international public*, 12^e éd. Dalloz, Paris, 2020, p.380.

³⁸ Ntaganda, para.89.

En outre, ce principe vise à maintenir l'équilibre posé par le principe en droit international suivant lequel la réparation doit être intégrale et non punitive³⁹. Ce qui implique que les réparations doivent être accordées dans le but de soulager la souffrance endurée par les victimes à la suite de la commission du crime tout en prenant en compte la solvabilité de l'auteur.

➤ **La réparation adéquate**

Ce principe directeur constitue le point central des principes fondamentaux des Nations Unies⁴⁰, qui a été corroboré à maintes reprises par la jurisprudence de la Cour pénale internationale. Cependant, la portée du terme adéquat ne reprise dans aucun instrument moins encore dans la jurisprudence.

Ainsi, Redress estime que pour mieux appréhender cet aspect des choses plusieurs critères sont mentionnés afin de déterminer le caractère adéquat dans la situation donnée, notamment le caractère approprié, la proportionnalité et les circonstances de chaque affaire⁴¹.

Toutefois, déterminer le caractère adéquat des réparations implique « de prendre en compte la procédure de réparation et le fond de l'ordonnance. Ce qui implique d'identifier et d'évaluer l'étendue du préjudice subi et de déterminer le coût de réparation du préjudice et la responsabilité de la personne condamnée »⁴².

➤ **La réparation appropriée**

Sur pied de l'article 75 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale qui autorise à la Cour à ordonner à une personne condamnée

³⁹ CADHP, *Institute for Human Rights and development in Africa and others v. Democratic Republic of Congo*, communication générale 393/10, 9 au 18 juin 2016, para.149.

⁴⁰ Redress, *Ne plus perdre de temps : la mise en œuvre des réparations pour les victimes devant la Cour pénale internationale*, London, 1^{ère} publication, janvier 2019, p.46 ; Principe IX des principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire.

⁴¹ *Ibidem*, p.48.

⁴² *Ibidem*.

d'apporter des réparations « appropriées » aux victimes ou en rapport avec elles⁴³.

Comme l'a bien relevé Redress , pour déterminer l'ordonnance de réparation la plus appropriée pour réparer le préjudice subi par les victimes , cela constitue un exercice complexe qui implique de prendre en compte l'étendue et l'ampleur des dommages , des pertes et des blessures subis par les victimes , ainsi que le type et les modalités de réparations les plus appropriés⁴⁴.

➤ **La réparation rapide**

Ce principe directeur a été relevé par la Chambre de première instance VI dans l'ordonnance de réparation Ntaganda. C'est ainsi que le processus de réparation devrait être aussi rapide que possible et avoir le meilleur rapport coût efficacité, et il faudrait éviter qu'il soit inutilement long, complexe et coûteux, surtout lorsque de nombreuses années se sont écoulées depuis la commission du ou des crimes⁴⁵.

ii) *Les méthodes d'évaluation de réparation*

➤ **L'estimation**

Les chambres de la Cour pénale internationale appelées à évaluer la valeur monétaire des réparations ont adopté une stratégie et une méthode propre leur permettant une estimation approximative du montant juste, en prenant en compte la limitation ou l'indisponibilité des preuves ; montant qui devra être proche possible de la véritable teneur du préjudice subi⁴⁶.

L'évaluation des dommages matériels se fait en fonction de la valeur actualisée des biens qui ont été endommagés ou détruits. C'est-à-dire la valeur du bien au jour du jugement⁴⁷.

Dans l'ordonnance de réparation Ntaganda, la Chambre de première instance a justifié le recours à l'estimation si les informations dont elle dispose ne lui permettent pas de fixer un montant avec précision, en mettant

⁴³ Article 75 (2) du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

⁴⁴ Redress, *op.cit*, p.54.

⁴⁵ Ntaganda, para. 89.

⁴⁶ D.Ndiggar, *op.cit*, p.31.

⁴⁷ *Ibidem*, p.32.

en balance la nécessité d'avoir des estimations exactes et l'objectif d'octroyer des réparations sans retard⁴⁸.

➤ **L'équité**

Les juges recourent à cette méthode lorsque l'évaluation précise et objective du dommage est impossible, les juges déterminent l'indemnisation de façon forfaitaire, *ex aequo et bono*. Le recours à cette méthode est récurrent pour les cas d'évaluation du préjudice moral lié à la perte d'un proche. Elle est aussi appliquée quand il est difficile, ou pas possible de déterminer la quote-part d'un enfant dans le revenu d'un père décédé ou lorsqu'il sera question d'évaluer un préjudice qui suppose un calcul de probabilité complexe comme la perte de chance⁴⁹.

Les instances internationales de droit de l'homme recourent à la méthode d'équité dans deux circonstances : la première, c'est quand le préjudice ne peut pas être évalué avec certitude, la deuxième, c'est quand le nombre des victimes est très élevé et que la solvabilité de l'auteur ne peut pas permettre de couvrir tous les préjudices de manière intégrale.

La Cour africaine pour sa part estime que : « ... Le préjudice moral est présumé en cas de violation des droits de l'homme, et l'évaluation du quantum de la réparation y relative devrait se faire sur la base de l'équité, en tenant compte des circonstances particulières de chaque affaire. La Cour a adopté le principe consistant à accorder une somme forfaitaire dans de telles circonstances »⁵⁰.

Dans l'ordonnance de réparation Katanga la chambre rappelle que : « chaque fois qu'elle n'est pas en mesure de trouver des éléments de référence précis et détaillés, la chambre évalue *ex aequo et bono* la valeur des préjudices retenus »⁵¹.

⁴⁸ Ntaganda, para.228.

⁴⁹ *Ibidem*, p.31.

⁵⁰ Caf.DHP, *Affaire Mgosi Mwita Makungu c. République-Unie de Tanzani*, Requete n° 006/2016, Arrêt (réparations), 23 juin 2022, para.44.

⁵¹ Katanga, para.191.

II. Les leçons à tirer par les juridictions congolaises de la pratique de la Cour Pénale Internationale

C'est à raison que la doctrine la plus avisée postule que : « la justice congolaise continue à s'illustrer dans la poursuite des crimes internationaux commis sur le territoire de la République Démocratique du Congo (RDC). La quantité des jugements jusque-là rendus n'a rien d'équivalent en termes d'abondances jurisprudentielles par rapport aux autres juridictions domestiques sur tout le continent africain. On la prendrait pour un signe de consolidation de l'Etat de droit par la lutte contre l'impunité des crimes de masse ... »⁵².

Dans cette partie du travail, il s'agit de porter un regard critique sur la pratique des juridictions militaires congolaises en matière de réparations (A) avant de proposer des réformes juridiques pouvant permettre de conformer le droit congolais aux standards juridiques internationaux (B).

A. La pratique des juridictions militaires congolaise en matière de réparations

D'entrée de jeu, soulignons que la pratique des juridictions congolaises est tributaire des défis majeurs qui bloquent en quelque sorte l'accès des victimes à la réparation et constitue un frein à la lutte contre l'impunité qui est le socle de l'état de droit, tant prôné par les instruments juridiques nationaux qu'internationaux.

Nous esquisserons certains constats tirés de la pratique des juridictions congolaises en matière des crimes internationaux d'une part et, d'autre part il sera question pour nous de scruter la pratique des juridictions congolaises en matière de réparation, en relevant les forces et faiblesses.

⁵² B. KAHOMBO, « La qualité des procès nationaux contre les crimes internationaux : réflexions sur la preuve des crimes de viol devant les juridictions militaires congolaise », in B. NTAHIRAJA and G. KEMP (eds.), *International Criminal Justice in Africa, 2019*, Nairobi, Strathmore University Press, 2020, p.97.

1. La pratique indemnitaire des juridictions militaires congolaises

Les juridictions militaires congolaises statuant en matière de réparation des crimes du droit international, adoptent la même approche, à savoir :

i) L'évaluation ex aequo et bono de tous préjudices confondus

Il est impérieux de souligner que pour chaque type de préjudice correspond une méthode particulière d'évaluation. Et que le rôle crucial joué par le juge dans ce cadre bien précis permet non seulement à l'adapter à une méthode précise mais surtout à mieux déterminer les tranchées de réparation (évaluation monétaire). Cependant, il découle de la pratique des juridictions militaires une mauvaise qualification qui occasionne en ce sens non seulement l'évaluation *ex aequo et bono* et sous-évaluer les préjudices.

ii) L'évaluation pour tous préjudices confondus

Les juges congolais statuant en matière de réparation des crimes internationaux, allouent aux victimes des dommages et intérêts, « pour tous préjudices confondus », ce qui implique que cette somme d'argent allouée en termes des dommages et intérêts englobent tout type de préjudice découlant des crimes contre l'humanité et/ou crimes de guerre. Ainsi, les juges ne prennent pas en compte la hauteur du préjudice réellement ressenti par les victimes en vue de l'indemnisation. Pour assurer une bonne réparation, cela devrait être à la hauteur des préjudices découlant du crime de l'auteur. Une telle approche est susceptible d'anéantir voire amoindrir tous les efforts consentis par les uns et les autres pour avoir droit à la réparation. Car il ne suffit pas de réparer, faudra-t-il que cela rencontre par-dessus tout, les vrais besoins des victimes à une réparation juste, rapide, adéquate et accessible.

La Cour militaire opérationnelle dans *l'affaire le MP et les parties civiles c. Nzale Nkumu Ngandu et csrts*, la Cour a alloué des dommages et intérêts en guise de réparation pour tous préjudices confondus. Pour l'action civile introduite par la victime F134, les dommages et intérêts s'élèvent à 15000\$ pour la réparation de tous préjudices confondus. La Cour a alloué les dommages et intérêts à la hauteur 15000\$ pour réparation de tous préjudices confondus, subis par la victime F200 ; Mr Sarari Bandu, à 100 000 000 \$ à titre des dommages et intérêts pour réparation de tous

préjudices confondus. Pour la catégorie des propriétaires des maisons, leur réparation s'élève à 5 000 \$ pour tous préjudices confondus⁵³.

Dans l'arrêt Habarugira, la même juridiction n'a pas changé sa pratique en matière de réparation des préjudices découlant de la commission des crimes de guerre par viol, par conscription et utilisation d'enfants de moins de 15ans et enrôlement et utilisation d'enfants de moins de 18 ans. La Cour a alloué à titre des dommages et intérêts pour tous les préjudices confondus à la hauteur de 5000 \$ pour tous les préjudices confondus aux victimes H1, H3, H5, H7, H8, H9, H10, H11, H12, H13, H26, H27, H29, F1, F8 et F11⁵⁴.

Dans leurs demandes en réparations, les victimes évoquent plusieurs éléments susceptibles d'être regroupés en préjudice patrimonial ou extrapatrimonial.

Tel est le cas dans l'arrêt Minova, là où la Cour militaire opérationnelle a condamné les auteurs des crimes de guerre par pillage à payer *in solidum* avec l'Etat congolais pour tous préjudices confondus...⁵⁵

Une telle approche semble prévaloir dans la jurisprudence, ainsi, la Cour militaire évalue la réparation des préjudices confondus dans l'arrêt⁵⁶.

Martin Ekofo Inganya estime que : « Certes aucun texte n'impose impérativement une indemnisation analytique poste par poste des préjudices, mis le besoin de clarté, de transparence et de cohérence recommande le recours à cette méthodologie. La particularité de chaque situation, les circonstances spécifiques du dommage ou la situation personnelle de chaque victime doivent nécessairement être prises en considération et ne sauraient faire l'objet d'une quelconque systématisation »⁵⁷.

⁵³ CMO, 5 mai 2014, RP N° 003/2013, *MP et parties civiles c. Nzale Nkumu Ngandu et csrts*, Goma, p.99.

⁵⁴ CMO, 1février 2019, RP N°0228/2017 *MP et parties civiles c. Habarungira Rangira Marcel*, Goma, inédit. p.49.

⁵⁵ CMO 5 mai 2014, RP N°003/2013, *MP et parties civiles c. Nzale Nkumu Ngandu et csrts*, Goma, p.99, inédit.

⁵⁶ CM, 24 mai 2022, *MP et parties civiles c. Bitale Léonard Luc et csrts*, Kalehe, p.27, inédit.

⁵⁷ M. INGANYA, *La réparation des crimes internationaux en droit congolais. Analyse des pratiques indemnitaires des juridictions militaires au regard du Statut de Rome de la Cour pénale internationale*, ASF-décembre 2014, p.78.

Ce qui est de nature à remédier autant que faire se peut aux préjudices subis par les victimes et contribue à la consolidation de l'état de droit au travers la lutte contre l'impunité.

En revanche, la Cour militaire opérationnelle dans l'arrêt Miriki a analysé les préjudices découlant des crimes pour lesquels Tsongo a été reconnu coupable par palier selon le crime international le plus grave retenu et suivant les préjudices découlant de chaque crime⁵⁸. Ce qui constitue une avancée majeure en matière de réparation qui devrait être suivi par d'autres juridictions car la démarche adoptée par la Cour a pris en compte le préjudice des victimes au cas par cas.

(i) L'évaluation *ex aequo et bono*

D'entrée de jeu, nous estimons impérieux de cerner la portée de l'expression *ex aequo et bono* qui signifie « littéralement, ‘en fonction du juste et du bon ‘. Juger *ex aequo et bono* signifie juger en *équité* »⁵⁹.

Dans l'affaire Kibibi, quant à la réparation proprement dite, la Cour ordonnera le paiement à chacune des victimes de viol des dommages et intérêts, qu'elle estimera en équité, faute d'éléments objectifs d'évaluation⁶⁰. Il en sera de même pour les victimes d'emprisonnement et autres atteintes graves à l'intégrité physique et mentale. Pour les victimes des vols et d'extorsions, la réparation se fera au regard de la valeur du ou des biens volés ou extorqués ou, à défaut de ces éléments objectifs d'appréciation, le Cour estimera *ex aequo et bono* les dommages et intérêts à leur allouer dès lors que les faits ont été estimés établis⁶¹.

L'arrêt Kavumu, il s'agit des crimes graves qui ont été commis par les partisans de la milice JESHI LA YESU à l'encontre des enfants filles dont l'âge varié entre 18 mois à 10ans qui ont été violées après avoir été nuitamment enlevées à l'aide des armes de guerre. Car la milice estimait que le sang hyménal contenait le pouvoir de rendre les combattants

⁵⁸ CMO, 30 septembre 2020, RP N°0159/2017, 0182/2017, 0264/2018 et 0335/2020, MP et parties civiles c. Tsongo Sivitsomo Eugene et csrts, Goma, pp. 107-108, inédit.

⁵⁹ S. GUINCHARD et T. DEBARD, *op cit*, p.839.

⁶⁰ CM, 21 février 2011, RP N°043, MP et parties civiles c. Kibibi Mutuare Daniel et csrts, Baraka, inédit, p.32.

⁶¹ Ibid.

invulnérables aux balles ennemies⁶². Suite au défaut d'un critère objectif pouvant permettre d'apprécier l'importance du préjudice, la Cour a statué en équité⁶³.

Dans l'arrêt Mabiala, la Cour militaire du Sud-Kivu a procédé à l'évaluation *ex aequo et bono* tous les préjudices subis par les victimes du fait de la commission des crimes contre l'humanité par meurtre, torture, le pillage et l'incendie de biens et maisons⁶⁴.

(a) Le seuil probatoire exigé en matière de réparation

L'une des difficultés majeures auxquelles se heurtent les victimes congolaises en vue de la réparation, est l'absence ou la destruction des preuves pouvant corroborer leurs allégations. Le contexte congolais au regard de la recrudescence de la situation sécuritaire est de nature à empirer la situation. Les victimes se retrouvent revictimiser par une telle situation. Le seuil probatoire exigé par certaines juridictions congolaises est très élevé, ce qui se solde dans la plupart des cas par le fait que certaines victimes soient déboutées par les juridictions.

Les juridictions militaires confondent la charge de la preuve incombant au Ministère public qui est le demandeur en matière pénale, et elles font peser une telle charge aux parties civiles qui se constituent ainsi dans le seul but d'obtenir réparation de préjudices subis c'est-à-dire de faire falloir leurs intérêts civils, c'est inacceptable à l'heure actuelle une telle ignorance qui fait payer des lourds tributs aux parties civiles, ce qui contribue un plus à leur victimisation.

C'est ainsi que le TMG Goma siégeant en audience foraine à Kiwanja, dans l'affaire *MP et les parties civiles c. Buyenge Birihanze Dominique*, le tribunal fait observer que seules les dépositions de la Dame JP ne peuvent pas être en elles seules capables de faire établir ce viol, aucun autre élément n'étant pas présenté en appui de celles-ci, encore que cette dame n'ait pas été confronté ni au prévenu, ni encore aux soi-disant auteurs des faits qui

⁶² HCM, 26 juillet 2018, RPAN°139/2018, MP et parties civiles c. Batumike Rugimbanya et csrts, Bukavu, inédit, p.6.

⁶³ Ibidem, p.49.

⁶⁴ CM, 29 novembre 2018, RP N° 0101/017 MP et parties civiles c. Mabiala Ngoma, Bukavu, inédit, p.226.

seraient les éléments du MPA. Face à une telle difficulté, le tribunal ne peut établir la responsabilité du prévenu dans ces faits spécifiques⁶⁵.

Pour sa part, la victime S.N allègue avoir été violée 3 jours durant à l'âge de 15 ans par les membres du MPA. Elle rappelle, qu'il y a de cela 7 ans passés, aux champs 2 garçons dont l'un était habillé en tenue militaire ont surgi et lui ont imposé des rapports sexuels. Cette dame en dépit du fait qu'elle s'était constituée partie civile, n'a pas été confrontée au prévenu ou comparu devant les juges. En plus n'ayant nullement cité le prévenu DOMI ou ses éléments, il n'y a pas lieu que le Tribunal puisse pour ces faits l'incriminer⁶⁶.

La victime M.H argue que en 2010 vers 12 heures alors qu'elle se rendait au champ à MURINTEBE/BUSANZA, 2 combattants de DOMI dont l'un étant habillé en tenue militaire et porteur d'une arme de guerre l'ont violé. Le tribunal ne note qu'aucun autre élément à l'appui des dépositions du M.H n'a été présenté au tribunal qui ne peut donc incriminer le prévenu quant à ce⁶⁷.

Le standard de preuve exigé est trop élevé en ce sens que les juges pouvaient simplement retenir qu'il est probable qu'improbable que toutes ces victimes aient été violées du fait que le Tribunal pour d'autres victimes revient sans cesse sur le fait que DOMI au travers les membres de MPA qui contrôlaient le groupement BUSANZA. Pour asseoir sa compétence, le Tribunal retient la qualification des crimes de guerre par viol suivant le nombre élevé de victimes d'une part mais d'autre part il déboutera d'autres victimes.

(b) Les réparations purement financières et individuelles

La seule modalité de réparation démise par devant les juridictions militaires congolaises est l'indemnisation, d'où l'expression "dommages et intérêts" consistant à la réparation purement financière et n'étant accordée qu'à titre individuel. Pour comprendre une telle approche, il sera question dans les lignes qui suivent de s'appesantir aux différentes catégories des victimes dont s'occupent les juridictions militaires avant de déterminer cette

⁶⁵ TMG, 14 juillet 2018, RP N°1520/018, MP et parties civiles c. Buyenge Birihanze Dominique, Kiwanja, pp 24-25.

⁶⁶ *Ibidem*, p.25.

⁶⁷ *Ibidem*, p.26.

démarche purement financière caractérisant les réparations devant les juridictions militaires.

(i) Les bénéficiaires de réparation

Le concept de ‘victime’ est méconnue de la pratique des juridictions congolaises. Ainsi le seul moyen permettant aux victimes des crimes internationaux les plus graves à participer au procès en droit congolais consiste dans le fait de se constituer ‘partie civile’ par devant la juridiction pour accéder à la réparation. Les lois qui règlementent la procédure pénale aussi bien devant les juridictions de droit commun que devant les juridictions militaires ne font usage que de l’expression ‘partie civile’⁶⁸ en lieu et place de la ‘victime’.

L’article 77 du Code judiciaire militaire dispose que : « l’action pour la réparation du dommage causé par une infraction relevant de la compétence de la juridiction militaire peut être poursuivie par la partie lésée en se constituant partie civile en même temps et devant le même juge que l’action publique. Il en est de même des demandes en dommages-intérêts formées par le prévenu contre la partie civile ou contre les coprévenus »⁶⁹.

Cela implique que la partie civile ne peut introduire une demande en réparation devant le juge et espérer à une quelconque réparation qu’à la suite de la condamnation de l’auteur de différents crimes pour lesquels la victime a subi les préjudices.

Cependant si la victime ne se constitue pas partie civile sa demande en réparation ne peut être évaluée par les juridictions militaires.

A titre d’illustration, la Haute Cour militaire dans l’affaire Kavumu a alloué des dommages et intérêts à chacune des parties civiles qui se sont

⁶⁸ Article 77 de la loi n° 23/2002 du 18 novembre 2002 portant Code judiciaire militaire, *JORDC*, Numéro spécial-20 mars 2003, et article 226 de la loi n° 23/2002 du 18 novembre 2002 portant Code judiciaire militaire, *JORDC*, Numéro spécial-20 mars 2003.

⁶⁹ La loi n° 23/2002 du 18 novembre 2002 portant Code judiciaire militaire, *JORDC*, Numéro spécial-20 mars 2003, article 77.

constituées pour les préjudices résultant des crimes pour lesquels les prévenus Batumike et csrts ont été condamnés⁷⁰.

Toutefois, il y a lieu de signaler que dans l'arrêt Miriki, 162 victimes se sont constituées parties civiles, seulement 24 d'entre eux ont régulièrement consigné les frais exigés, la Cour a pris une ordonnance en date du 29 juillet 2020 portant dispense des frais de consignations et 149 parties civiles ont bénéficié de cette mesure⁷¹. Nous estimons que c'est une bonne démarche et que les juridictions congolaises devraient agir de la sorte pour assurer à un grand nombre des victimes de participer à la procédure ainsi déclenchée en vue des réparations.

La Haute Cour militaire a débouté certaines victimes qui n'étaient pas parties au procès au premier degré et a refusé qu'elles se constituent parties civiles pour la première fois en appel, du simple fait que ces dernières ne se sont pas présentées devant le premier juge⁷².

Ce qui viole considérablement les dispositions de l'article 96 du Code de procédure pénale qui dispose : « la faculté d'interjeter appel appartient : ...2° à la personne déclarée civilement responsable ; 3° à la partie civile ou *aux personnes auxquelles des dommages et intérêts ont été alloués d'office*, quant à leurs intérêts civils seulement ; ... »⁷³.

L'interprétation étant stricte en matière pénale, le législateur a eu l'amabilité de préciser que les dommages et intérêts pouvaient être " allouer d'office" ce qui suppose que les juges peuvent le faire de leur propre initiative sans pour autant perdre des vues, si la victime s'est constituée partie civile ou non. Le fait pour la Haute Cour militaire de débouter les victimes parce qu'elles ne se sont présentées devant le premier juge, constitue une entorse qui risquerait de brouiller la pratique jurisprudentielle d'autant que la loi n'interdit pas au juge d'allouer d'office des dommages et intérêts aux victimes qui ne se sont pas constituées partie civile.

⁷⁰ HCM, 26 juillet 2018, RPAN°139/2018, MP et parties civiles c. Batumike Rugimbanya et csrts, Bukavu, p.49, inédit.

⁷¹ CMO, 30 septembre 2020, MP et parties civiles c. Tsongo Sivitsomo Eugene et csrts, Goma, p.99-100.

⁷² HCM, 26 juillet 2018, RPAN°140/18 MP et parties civiles c. Beker Dhenyo Jules, Bukavu, p.49, inédit

⁷² Ibid., pp 1-3.

⁷³ Article 96 du décret du 6 août 1959 portant Code de procédure pénale.

La loi de 2022 sur les réparations a introduit la définition du concept ‘‘ victime’’ comme étant toute personne ou groupe de personnes ayant subi directement ou indirectement un ou plusieurs préjudices résultant des violences sexuelles liées aux conflits et/ou des crimes contre la paix et la sécurité de l’humanité perpétrés en République démocratique du Congo⁷⁴.

En se constituant partie civile, les juridictions congolaises ne s’intéressent pas à l’idée d’opérer une distinction entre les victimes directes et indirectes. L’une des avancées majeures de la loi de 2022 sous examen consiste dans le fait de distinguer les catégories de victimes pour leur accorder une réparation due à la hauteur du préjudice subi en vue de faire cesser autant que faire se pourrait les conséquences des crimes.

L’article 7 dispose que : « les victimes directes sont les personnes physiques qui ont souffert personnellement des conséquences de conflits, en subissant des préjudices corporels, matériels, moraux, économiques, psychologiques et/ou culturels »⁷⁵.

L’article 8 prévoit : « les victimes indirectes sont les ayants droit des personnes ou groupes de personnes ayant directement ou indirectement souffert des préjudices du fait des conflits »⁷⁶.

(ii) Les réparations purement financières

La seule forme de réparation démise dans la pratique congolaise est l’indemnisation, d’où l’usage de l’expression ‘‘dommages et intérêts’’. Cela est dû au fait que de l’absence de rapports d’expertise médicale pour mieux évaluer les préjudices corporels en amont, ce qui engendre en aval l’inégalité de traitement des victimes.

⁷⁴ La loi n°22/065 du 26 décembre 2022 fixant les principes fondamentaux relatifs à la protection et à la réparation des victimes de violences sexuelles liées aux conflits et des victimes des crimes contre la paix et la sécurité de l’humanité, *JORDC*, 64^e année, numéro spécial, 21 janvier 2023, article 2 y.

⁷⁵ La loi n°22/065 du 26 décembre 2022 fixant les principes fondamentaux relatifs à la protection et à la réparation des victimes de violences sexuelles liées aux conflits et des victimes des crimes contre la paix et la sécurité de l’humanité, *JORDC*, 64^e année, numéro spécial, 21 janvier 2023, article 7.

⁷⁶ La loi n°22/065 du 26 décembre 2022 fixant les principes fondamentaux relatifs à la protection et à la réparation des victimes de violences sexuelles liées aux conflits et des victimes des crimes contre la paix et la sécurité de l’humanité, *JORDC*, 64^e année, numéro spécial, 21 janvier 2023, article 8.

➤ **L'absence de rapports d'expertise médicale**

Le recours à l'expertise médicale est une étape cruciale pour ce qui concerne l'évaluation du préjudice corporel car il permet aux juridictions de mieux l'évaluer, cela constitue l'acte initial de tout système de réparation de dommage corporel⁷⁷. Pas seulement le domaine médical ne relève pas des arcanes du droit mais surtout le juge appelé à statuer se bute trop souvent à cette difficulté, en ce sens qu'il est profane et certains détails lui échappent et recourir à l'expertise médicale assurerait aux victimes de mieux accéder à la réparation.

Le rapport de l'expert médical sert donc de document de base qui conditionne la fixation du préjudice corporel de la victime et qui permet à l'avocat de la partie civile d'établir sa réclamation, au juge d'arbitrer par l'évaluation qu'il en fera.

➤ **L'inégalité de traitement des victimes des préjudices découlant des crimes internationaux**

La victime est mieux traitée suivant qu'elle se retrouve dans tel ou tel autre ressort des juridictions.

Ainsi, par exemple dans l'arrêt Kibibi, la Cour militaire a accordé 10 000 USD aux victimes des viols, 1 000 USD aux victimes d'emprisonnement, 200 USD aux victimes des coups et blessures volontaires et 500USD pour les victimes des vols et d'extorsions.

En Ituri devant le TMG dans le jugement Djugu, les tranches de réparation sont ainsi réparties : les victimes de déportation 5000 USD⁷⁸, les victimes de l'incendie 30 000 USD⁷⁹, celles de meurtre 10 000 USD⁸⁰, les victimes de pillage 15 000 USD⁸¹ et celles de persécution 15 000 USD⁸².

La Cour militaire dans l'affaire *MP et parties civiles c. Mabila Ngoma Alma*, a évalué les préjudices découlant de la commission des crimes

⁷⁷ M. INGANYA, *op.cit.*, p.77.

⁷⁸ TMG, 1avril 2021, RP, *MP et Parties civiles c. Lokana Gokpa et csrts*, Ituri, p.143, inédit.

⁷⁹ *Ibidem*, p.144.

⁸⁰ *Ibidem*, p.145.

⁸¹ *Ibidem*, pp 145-146.

⁸² *Ibidem*, p.146.

contre l'humanité suivant chaque crime pris individuellement de la manière suivante : les crimes contre l'humanité par meurtre 10 000 USD, Crimes contre l'humanité par viol 10 000 USD, Crimes contre l'humanité par actes analogue 10 000USD⁸³.

Le jugement Kokodikoko par sa part les juges sont parvenues aux conclusions ci-après quant à l'évaluation monétaire des préjudices : Le meurtre 15 000 USD, viol 5000 USD, l'esclavage sexuel 5000 USD, la torture 1500 USD, la disparition forcée 3000 USD, l'emprisonnement 2000 USD, la réduction en esclavage 800 USD, la destruction des biens 800 USD, le pillage 2500 USD, l'incendie des maisons 1000 USD⁸⁴.

De différentes décisions sus évoquées, nous pouvons tirer la conséquence que le traitement des victimes diffère suivant le bon vouloir des juges qui statuent dans son affaire. Cela encouragerait le sentiment de frustration et contribuerait à la nouvelle victimisation car non seulement comme l'a relevé la Cour pénale internationale, les réparations ne soient sources d'injustice et de discrimination.⁸⁵ Le traitement non équilibré des victimes contribue aux tensions au sein de la communauté, ce qui serait, à long terme, à l'origine d'autres conflits.

Car l'absence de réparation fait naître un sentiment de frustration dont l'issue ultime sera peut-être l'émergence d'un désir vindicatif. Ce qui alimente le cycle de violence, en ce sens que la victime peut se transformer, à son tour en criminel⁸⁶.

L'explication logique d'une telle inégalité est l'absence de dialogue judiciaire entre les juges en matière de réparation. Chaque juridiction suit une approche qui lui est propre arbitrairement. Ainsi, c'est intrigant de constater qu'au sein d'une même province pour l'évaluation des préjudices subis par les victimes de suite de la commission des crimes internationaux chaque juge suit sa propre démarche.

⁸³ CM, 29 novembre 2018, RP N° 0101/017 MP et parties civiles c. Mabilia Ngoma Alma, Bukavu, pp 226-230, inédit

⁸⁴ TMG, 1 octobre 2019, RP N°1448/19, MP et parties civiles c. Shabani Muganza et csrts, Bukavu, p.76, inédit.

⁸⁵ Katanga, para.319.

⁸⁶ C. KINOMBE, Victimologie répressive, Cours polycopié, 2^{ème} année de Master Droit pénal, UNIGOM, 2023-2024, slide 128.

B. L’alignement des juridictions congolaises aux standards de la Cour pénale internationale

La pratique congolaise est émaillée de mauvaises pratiques qui ne permettent aux victimes de connaître la vérité et de voir leurs bourreaux arrêtés et ainsi d’avoir la réparation qui conviendrait au préjudice subi. Il s’avère impérieux pour aligner les juridictions congolaises aux standards internationaux qu’une réforme législative se fasse pour moderniser le droit positif congolais.

Dans un premier temps, cette réforme devrait exiger qu’en amont de toute procédure visant la réparation, les juridictions appelées à statuer, devraient mettre en place des principes devant gouverner les réparations pour éviter d’aller en besogne. C’est-à-dire que ces derniers seraient des boussoles qui guideront l’œuvre du juge congolais pour ne pas s’écarter des standards internationaux. Ces derniers regorgeront en leur sein un certain nombre des pistes des solutions qui permettraient la lutte contre l’impunité par l’octroi de réparation due aux préjudices réellement subis par les victimes et suivant leurs besoins d’accès à la justice. Ils contribueraient de façon significative à la modernisation de la pratique jurisprudentielle congolaise en matière de réparation qui est parsemé d’arbitraire.

Les juridictions congolaises devraient s’inspirer de la pratique de la CPI qui, appelée à connaître de la réparation fixe les principes devant lui servir de guide⁸⁷.

Pour asseoir leurs motivations en matière de réparation collectives, les juges congolais peuvent s’approprient les arguments qui suivent :

Dans un premier temps, rappelons que les juridictions congolaises appliquent déjà le droit international, et ce, compris le statut de Rome de la Cour pénale internationale, pourquoi ne feraient-elles pas bon droit sur les questions des réparations, qu’elles s’inspirent également du Droit international.

⁸⁷ Le Procureur c. Lubanga, (ICC-01/04-01/06AA2A3), Arrêt relatif aux appels interjetés contre la Décision fixant les principes et procédures applicables en matière de réparations rendue le 7 août 2012 accompagné de l’Ordonnance de réparation modifiée ‘annexe A) et des annexes publiques 1et 2, Chambre d’appel, 3mars 2015, para. 3.

Parce qu'il serait anormal de se refaire au droit international en ce qui concerne l'établissement de la culpabilité d'un côté, et pour ce qui a trait à la réparation de l'autre, se referait au Code civil congolais, qui du reste à notre avis n'est pas conforme à la réparation des préjudices découlant des crimes internationaux les plus graves. Or le droit international est très clair sur les questions de réparations collectives.

Comme l'a si bien relevé le Fonds au profit des victimes que : « ... les mesures individuelles sont forcément sélectives et pourraient entraîner une stigmatisation en raison du traitement préférentiel accordé aux victimes indemnisées. Le fait que les réparations collectives offrent la possibilité de recréer une solidarité sociale, si elles sont conçues en collaboration avec les communautés victimes et incluent des efforts de réconciliation, est perçu comme un réel avantage. D'un point de vue plus pragmatique, les réparations collectives sont également considérées comme un moyen de maximiser l'utilisation des ressources restreintes disponibles pour financer les réparations et de simplifier la procédure d'exécution »⁸⁸.

La chambre de première instance VII dans l'ordonnance de réparation Katanga a eu à le relever que : « le concept des réparations collectives peut se référer aussi bien à la nature des réparations (types des biens distribués ou mode de distribution de ces biens) qu'à ceux qui en sont les bénéficiaires (collectivités ou groupes) »⁸⁹.

Dans la même affaire, la Chambre a rappelé que pour être destinataire de réparations collectives, un groupe ou une catégorie de personnes peut être lié(e) par une identité ou une expérience vécue en commun, mais aussi par le fait d'être victime de la même violation ou du même crime relevant de la compétence de la Cour. En conséquence, les réparations collectives peuvent bénéficier à un groupe notamment ethnique, racial, social, politique, religieux préexistant au crime, mais également à tout autre groupe uni par les préjudices et les souffrances collectives résultant des crimes pour lesquels le condamné a été reconnu coupable »⁹⁰.

⁸⁸ The prosecutor v. Lubanga Dyilo, (ICC-01/04-01/06), Public Redacted Version of ICC (01/04-01/06-2803-Exp-Trust Fund for victim's First Report on Reparations, Trial Chamber I, 1st September 2011, para .22. (Cette citation a été traduite par nous).

⁸⁹ Katanga, para.273.

⁹⁰ *Ibidem*, para.274.

Le contexte sécuritaire congolais est tel que le viol est utilisé comme arme de guerre par les forces dissidentes pour atteindre leur objectif, les réparations collectives individualisées semblent aussi être le type de réparation le plus approprié pour remédier au préjudice causé par le viol et l'esclavage sexuel, à la suite des observations relevées par la Cour pénale internationale; cette catégorie de victimes est sujette au rejet et à la stigmatisation qu'elle subirait de la part de leur famille et de leur communauté si une distinction était opérée pour ces réparations spécifiques⁹¹.

Les Juges congolais ont la latitude d'ordonner les réparations collectives en s'inspirant de la pratique de la Cour pénale internationale, et ce, sur base de l'article 153 *in fine* de la Constitution de la République démocratique du Congo qui dispose: «les Cours et Tribunaux, civils et militaires, appliquent les traités internationaux dument ratifiés ...»⁹².

Et à l'article 215 de la Constitution de la République démocratique du Congo de renchéir: «Les traités et accords internationaux régulièrement conclus ont dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois...»⁹³. De cette disposition constitutionnelle, rappelons que la RDC est un Etat moniste avec primauté du droit international.

Dans un second temps, mentionnons que le droit à la réparation est un droit humain établi tant dans les instruments juridiques universels que régionaux relatifs aux droits de l'homme. Ainsi dans l'affaire Kilwa, la Commission africaine des droits et des peuples a ordonné des réparations collectives consistant dans le fait de demander à la RDC à titre de réparation collective: 1) de présenter et publier des excuses, officiellement et intégralement auprès de la population de Kilwa; 2) diligenter une enquête indépendante afin de clarifier le sort des personnes portées disparues et verser des dommages et intérêts aux ayants droit; 3) procéder à un recensement de toutes les victimes qui n'ont pas été parties à la présente

⁹¹ Ntaganda, para.195.

⁹² Constitution de la République démocratique du Congo modifiée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de République démocratique du Congo du 18 janvier 2006 (textes coordonnés), *JORDC*, numéro spécial, 52^{ème} année, 5 février 2011, article 153 *in fine*.

⁹³ Constitution de la République démocratique du Congo modifiée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de République démocratique du Congo du 18 janvier 2006 (textes coordonnés), *JORDC*, numéro spécial, 52^{ème} année, 5 février 2011, article 215.

cause afin que les réparations justes et équitables leur soient accordées pour les préjudices soufferts ; 4) Prendre des mesures à l'effet de faire exhumer les corps enterrés dans les fosses communes de NSENSELE et de leur donner une sépulture digne ; réhabiliter les infrastructures socio-économiques détruites lors des événements , notamment l'école , l'hôpital de Kilwa et les autres habitants de Kilwa pour surmonter les traumatismes subséquents aux événements⁹⁴.

Il ressort de la pratique de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples que l'octroi des réparations collectives est en conformité avec la charte africaine de droits de l'homme et de peuples. La RDC étant partie à cet instrument et en ce sens que l'organe créé par la charte lui-même accordé des réparations collectives, il n'y a pas des raisons que la RDC dans son ordre juridique interne ne fasse application des réparations collectives.

En outre, l'une des avancées considérables en droit interne est que la loi sur les réparations de 2022 a déjà intégré la dimension réparation collective, la question à se poser serait de savoir pourquoi le FONAREV l'appliquerait et pas les cours et tribunaux dès lors que le mandat du FONAREV est complémentaire à ce qui concerne la justice transitionnelle au mandat des cours et tribunaux encore qu'ils agissent en synergie.

Comme nous l'avons soulevé supra, le nombre des victimes congolaises s'élèvent à des milliers des personnes, ce qui implique que l'adoption de l'approche individuelle en vue de la réparation contribue à la nouvelle victimisation de toutes ces populations. La meilleure solution serait de recourir aux réparations collectives en vue de la réparation. Ces dernières présentent l'avantage d'atteindre beaucoup de victime, ce qui contribue considérablement à la réinsertion sociale de ces dernières et leur permettent d'avoir des moyens de subsistance. Car comme nous l'avons rappelé supra, au-delà de porter atteinte à l'intégrité physique, les crimes internationaux les plus graves constituent un facteur favorisant de l'appauvrissement de la population congolaise.

⁹⁴ CADHP, Institute for Human Rights and Development in Africa and others v. Democratic Republic of Congo, communication 393/10, 9 au 18 juin 2016, para.154.

Il faut rappeler que ces dernières viennent à l'aide des groupes bien déterminés qui ont subi les préjudices suite à la commission des crimes internationaux les plus graves.

Nous estimons que les réparations collectives sont les plus appropriées au contexte congolais qui connaît une montée en flèche de nombre des victimes. Cela est de nature à redorer le blason terni par les différentes violations du droit international humanitaire et/ou de droit international des droits de l'homme et assurer autant que faire se peut le relèvement communautaire des victimes.

Les crimes internationaux les plus graves ont pour caractéristiques principales le nombre élevé des victimes qu'ils atteignent. D'où, les réparations collectives seraient les plus justifiées car prenant en compte cet aspect massif.

Les réparations collectives en droit congolais semblent être une solution idoine car elles contribueraient à l'égalité de traitement des victimes et prendraient en compte les vrais besoins

L'insécurité omniprésente en RDC bloque toute initiative de victimes allant dans le sens de réunir les preuves. D'où le FONAREV devrait recueillir les preuves en menant des enquêtes sur les différents crimes qui se commettent au jour le jour en République démocratique du Congo afin que les victimes parviennent à une réparation adéquate, juste et qui reflète réellement les préjudices subis. Ce qui rencontre l'esprit et la lettre des dispositions de l'article 22 de la loi de 2022 sur les réparations qui dispose : « le fonds a pour missions : a) d'identifier les victimes ; b) d'aider les victimes à avoir accès à la justice , en ce compris le droit à être indemnisées et à recouvrer les dommages-intérêts leur alloués , et de bénéficier gratuitement d'un accompagnement ainsi que d'une assistance judiciaire appropriée assurée par des avocats ; c) d'allouer des réparations aux victimes »⁹⁵.

Par devers les juridictions de droit commun que celles militaires, les juges devraient appliquer la norme de l'hypothèse la plus probable en

⁹⁵ Loi n°22/065 du 26 décembre 2022 fixant les principes fondamentaux relatifs à la protection et à la réparation des victimes de violences sexuelles liées aux conflits et des victimes des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, *JORDC*, 64^e année, numéro spécial, 21 janvier 2023, article 22.

matière de réparation au lieu de faire peser une charge lourde aux victimes. Ce qui suppose que la loi qui interviendrait ultérieurement devrait prévoir des séances de renforcement de capacité à l'endroit des juges en matière de seuil probatoire adapté pour ce qui a trait à la réparation.

Le standard de preuve allégé serait le plus adapté dans le contexte des crimes de masse les plus graves qui portent atteinte considérablement au bien-être individuel que le vivre en société. Ce seuil probatoire permettrait de faire cesser les conséquences découlant des crimes graves perpétrés par les auteurs qui contribueraient considérablement à la lutte contre l'impunité.

D'où, il serait impérieux de rendre le FONAREV proactif et dynamique sur terrain au travers des enquêtes diligentées pour prêter main forte aux victimes en vue de recueillir les éléments de preuve pour accéder aux réparations mais également en renforçant les capacités des acteurs (Ministère public et juges) en vue de garantir de réparation due aux victimes suite au préjudice causé par la commission des crimes internationaux les plus graves.

CONCLUSION

La pratique congolaise en matière de réparation est parsemée des défis énormes qui bloquent toute initiative amorcée par les victimes ayant subi les préjudices suite à la commission des crimes les plus graves, en l'occurrence l'évaluation *ex aequo et bono* de tous préjudices confondus. Elle implique que les juges ne prennent pas en compte qu'à chaque préjudice correspond une méthode particulière d'évaluation. En allouant la somme d'argent pour tous préjudices confondus, les juges ne rencontrent pas les vrais préjudices matériel, moral et corporel endurés par les victimes. Soulignons que si certains préjudices ne sont pas quantifiables, dont les préjudices moraux, par contre les préjudices corporels et matériels peuvent être évalués, et ce, en se référant aux différentes dépenses amorcées par les victimes ou les pertes subies suite aux préjudices endurés de la commission des crimes internationaux les plus graves.

Le problème majeur devant les juridictions militaires est la confusion consistant dans le fait d'exiger le seuil probatoire "au-delà de tout doute raisonnable" en matière de réparations aux victimes. Pour notre part, nous avons estimé que cela constituait une entorse susceptible de bloquer les efforts consentis par les victimes ayant enduré les préjudices suite à la commission des crimes les plus graves que de débouter les victimes qui n'ont pas été en mesure d'atteindre le seuil probatoire "au-delà de tout doute raisonnable".

Les juridictions militaires n'accordent que les réparations purement financières et individuelles en oubliant totalement les autres modalités et types de réparations préconisés en droit international (la restitution et la réhabilitation). Ce qui est aux antipodes des standards internationaux en matière de réparation.

Ainsi, les standards de la CPI qui indiquent que le seuil probatoire à exiger aux victimes en matière de réparation est le "balance of probabilities" ou "l'hypothèse la plus probable". La Cour octroie des réparations collectives en vue d'aider des groupes bien déterminés ayant subi des violations des droits de l'homme ou de droit international humanitaire à la suite de la commission des crimes internationaux.

Dans un premier temps, pour aligner les juridictions militaires aux standards internationaux, nous avons eu à relever qu'il était grand temps que le seuil probatoire exigé par devant les cours et tribunaux congolais en matière de réparations soit le seuil de "balance of probabilities" ou "l'hypothèse la plus probable" compte tenu de la situation sécuritaire qui constitue un frein pour la collecte des éléments de preuve pouvant corroborer les allégations des victimes par devant les juridictions. *De lege ferenda*, nous avons proposé une réforme consistant dans le fait que le FONAREV vienne à la rescousse des victimes des crimes les plus graves perpétrés en RDC en diligentant les enquêtes en vue de recueillir les éléments des preuves. En outre, la nouvelle loi devrait établir la différence des seuils probatoires suivant les phases de la procédure et en prenant en compte les acteurs et les enjeux en présence.

Dans un second temps, il a été relevé que les réparations collectives seraient les plus adaptées au contexte congolais en ce sens que les crimes perpétrés en RDC ont accru le nombre des victimes. En termes de réforme, nous avons relevé que les réparations collectives au-delà d'être octroyées par la CPI et par les instances régionales de droit de l'homme, elles ont été reprises dans la loi sur les réparations de 2022. Dès lors, les juges congolais devraient s'inspirer de la pratique de ces instances internationales en vue d'accorder les réparations collectives aux victimes.

La présente étude a plaidé pour l'alignement des juridictions congolaises à ces standards internationaux. Ces standards internationaux sont les meilleurs parce qu'ils sont de nature à accorder aux victimes des réparations adéquates, justes et équitables, et ce, au regard du préjudice qu'elles ont réellement subi. Les juges congolais devraient se conformer aux prescrits du Statut de Rome et de la pratique de la CPI en matière de réparation comme ils le font déjà avec l'établissement de la culpabilité, conformément aux dispositions des articles 153 in fine et 215 de la Constitution de la RDC. D'où, en matière de réparation des crimes les plus graves, les juges congolais devraient appliquer le standard de preuve de la "balance of probabilities" ou « l'hypothèse la plus probable » en vue de permettre à un nombre considérable des victimes d'avoir droit à la réparation. La forme la plus adaptée aux réparations est celle de réparations collectives qui rencontreraient le besoin de plus d'une victime et permettraient de maintenir l'équilibre, en ce sens qu'il est de principe de droit international que les réparations ne peuvent pas avoir un caractère punitif.

En tout état de cause, il faudrait que les juges congolais entretiennent un dialogue judiciaire au lieu que chacun suive sa propre voie, et ce, au détriment des intérêts des victimes. Du côté des victimes, le seuil de la "balance of probabilities" permettrait aux victimes de faire connaître leurs préoccupations par devant les juges en espérant qu'ils en tiendront compte. Nous estimons que l'exigence du seuil "balance of probabilities" devrait remédier aux conséquences néfastes découlant de la commission du crime tandis que l'octroi des réparations collectives rencontreraient les besoins des milliers des victimes congolaises en redorant le blason longtemps terni par l'impunité en vue de l'édification de l'Etat de droit.

Tout compte fait, on devrait distinguer, par devers les juridictions militaires congolaises, la procédure pénale en vue de l'établissement de la culpabilité de la procédure de réparation. Ainsi, les juges auraient assez de temps pour mieux traiter cette question aussi cruciale que la réparation.

BIBLIOGRAPHIE

I. Textes juridiques

A. Instruments internationaux

- Statut de Rome de la Cour pénale internationale (17 juillet 1998).
- Règlement de procédure et de preuve de la Cour pénale internationale (3 septembre 2002).
- Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (le 25 mai 1993).
- Statut du Tribunal pénal international pour le Rwanda (le 8 novembre 1994).
- AGONU, Rés.60/147, 16 décembre 2005 : principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire.
- AGONU, Rés.40/34, 29 novembre 1985 : déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir.
- CDI, Projet d'articles sur la responsabilité de l'Etat pour fait internationalement illicite, annexe à la résolution 56/83 de l'Assemblée générale en date du 12 décembre 2001, et rectifier par document A/56/49 (Vol. I) /Corr.3., 2001.
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques <<https://treaties.un.org/doc/Publication/MTDSG/Volume%20I/Chapter%20IV/iv-4.fr.pdf>>.
- Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale
- Convention contre la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants

- Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes (Protocole de Maputo)
- Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant création de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (10 juin 1998)
- Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (27 juin 1981)
- CADH, Observation générale n°4 sur la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, concernant le droit à réparation des victimes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

B. Textes nationaux

- Constitution de la République démocratique du Congo modifiée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de République démocratique du Congo du 18 janvier 2006 (textes coordonnés), *JORDC*, numéro spécial, 52^{ème} année, 5 février 2011.
- Loi n°22/065 du 26 décembre 2022 fixant les principes fondamentaux relatifs à la protection et à la réparation des victimes de violences sexuelles liées aux conflits et des victimes des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, *JORDC*, numéro spécial, 64^e année, 21 janvier 2023.
- Loi n°023/2002 du 18 novembre 2002 portant Code judiciaire militaire, *JORDC*, numéro spécial, 20 mars 2003.
- Décret du 6 août 1959 portant Code de procédure pénale tel que modifié et complété à ce jour.
- Loi organique n°13/011-B du 11 avril 2013 portant organisation, fonctionnement et compétences des juridictions de l'ordre judiciaire, *JORDC*, numéro spécial, 4 mai 2013.
- Loi n°024/2002 du 18 novembre 2002 portant Code pénal militaire, *JORDC*, numéro spécial 20 mars 2003.

- Loi n°15/022 modifiant et complétant le Décret du 30 janvier 1940 portant Code pénal, JORDC, 57 e année, numéro spécial, 29 février 2016, telle que modifiée à ce jour.
- Décret n°19/20 du 13 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement du Fonds spécial de réparation de l'indemnisation aux victimes des activités illicites de l'Ouganda en République démocratique du Congo.

II. Jurisprudence

A. Jurisprudence internationale

- Ligue ivoirienne des droits de l'homme (LIDHO) et autres c. Côte d'Ivoire, requête n°041/2016, CaDHP, arrêt du 5 septembre 2023.
- The prosecutor v. Lubanga Dyilo , (ICC-01/04-01/06) , Public Redacted Version of ICC(01/04-01/06-2803-Exp-Trust Fund for victim's First Report on Reparations, Trial Chamber I , 1st september 2011.
- CADHP, Institute for Human Rights and Development in Africa and others v. Democratic Republic of Congo, communication 393/10 , 9 au 18 juin 2016.
- Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo), arrêt du 30 novembre 2010, C.I.J. Recueil 2010 (II).
- Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda), réparations, arrêt, CIJ, Recueil 2022.
- Affaire relative à l'Usine de Chorzów, demande en indemnité (fond) (Allemagne c. Pologne), arrêt du 13 septembre 1928, CPJI. Recueil N°13.
- Le Procureur c. Thomas Lubanga (ICC-01/04-01/06 AA2A3), Arrêt relatif aux appels interjetés contre la Décision fixant les principes et procédures applicables en matière de réparations rendue le 7 août 2012 accompagné de l'Ordonnance de réparation modifiée (annexe A) et des annexes publiques 1 et 2, Chambre d'appel, 3 mars 2015.

- Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo (ICC-01/04-01/06), Jugement rendu en application de l'article 74 du Statut de Rome, Chambre de première instance I, 14 mars 2012.
- Le Procureur c. Bosco Ntaganda, (ICC-01/04-02/06) Avec annexes A, B et C publiques Jugement, la Chambre de première instance VI, 8 juillet 2019.
- Le Procureur c. Thomas Lubanga, (ICC-01/04-01/06 AA2A3), Arrêt relatif aux appels interjetés contre la Décision fixant les principes et procédures applicables en matière de réparations rendue le 7 août 2012 accompagné de l'Ordonnance de réparation modifiée (annexe A) et des annexes publiques 1 et 2.
- Le Procureur c. Thomas Lubanga, (ICC-01/04-01/06 AA2A3), Arrêt relatif aux appels interjetés contre la Décision fixant les principes et procédures applicables en matière de réparations rendue le 7 août 2012 accompagné de l'Ordonnance de réparation modifiée (annexe A) et des annexes publiques 1 et 2, para82.
- Le Procureur c. Lubanga, (ICC-01/04-01/06AA2A3), Arrêt relatif aux appels interjetés contre la Décision fixant les principes et procédures applicables en matière de réparations rendue le 7 août 2012 accompagné de l'Ordonnance de réparation modifiée 'annexe A) et des annexes publiques 1 et 2, Chambre d'appel, 3 mars 2015.
- Le Procureur c. Thomas Lubanga, (ICC-01/04-01/06), Décision fixant les principes et procédures applicables en matière de Réparation, Chambre de première instance I, 7 août 2012.
- Le Procureur c. Bosco Ntaganda, (ICC-01/04-02/06), Ordonnance de réparation, Chambre de première instance VI, 8 mars 2021, para.31
- Le Procureur c. Germain Katanga, (ICC-01/04-07), Ordonnance de réparation en vertu de l'article 75 du Statut. Accompagné d'une annexe publique (annexe I) et d'une annexe confidentielle ex parte réservée au Représentant légal commun des victimes, au bureau du conseil public pour les victimes et à l'équipe de défense de Germain Katanga (annexe II), Chambre de première instance II, 24 mars 2017.

- CADHP, Rapport sur l'étude comparative sur le droit et la pratique des réparations en cas de violation des droits de l'homme, Banjul (Gambie), septembre 2019.
- Caf.DHP, affaire Mgesi Mwita Makungu c. République-Unie de Tanzani, Requete n° 006/2016, Arrêt (réparations), 23 juin 2022.
- Le Procureur c. Germain Katanga, (ICC-01/04-07), Ordonnance de réparation en vertu de l'article 75 du Statut. Accompagné d'une annexe publique (annexe I) et d'une annexe confidentielle ex parte réservée au Représentant légal commun des victimes, au bureau du conseil public pour les victimes et à l'équipe de défense de Germain Katanga (annexe II), Chambre de première instance II, 24 mars 2017.

B. Jurisprudence congolaise

- HCM, 26 juillet 2018, RPAN°139/2018, MP et parties civiles c. Batumike Rugimbanya et csrts, Bukavu, p.49, inédit.
- CM, 29 novembre 2018, RP N° 0101/017 MP et parties civiles c. Mabilia Ngoma Alma, Bukavu, pp 226-230, inédit
- CM, 24 mai 2022, MP et parties civiles c. Bitale Léonard Luc et csrts, Kalehe, p.27, inédit.
- CM, le MP et parties civiles c. Emile Tabwangu Kayembe, RP 01/2003 et RP 02/2004, 20 décembre 2004, ASF, p.56.
- CM, 19 décembre 2022, RP N°0126/019,0127/130/019, MP et Parties civiles c. Amos Safari Kateyateya, Walungu, feuillet n°39, inédit.
- CMO, 30 septembre 2020, MP et parties civiles c. Tsongo Sivitsomo Eugene et csrts, Goma, p.99-100.
- CMO, 1^{er} février 2019, RP N°0228/2017, MP et parties civiles c. Habarugira Rangira Marcel, Goma, p.32, inédit
- CMO, 5 mai 2014, RP N° 003/2013, MP et parties civiles c. Nzale Nkumu Ngandu et csrts, Goma, p.99.

- CMO, 1^{er} février 2019, RP N°0228/2017 MP et parties civiles c. Habarungira Rangira Marcel, Goma, inédit. p.49.
- TMG, 14 juillet 2018, RP N°1520/018, MP et parties civiles c. Buyenge Birihanze Dominique, Kiwanja, pp 24-25.
- TMG, 1^{er} avril 2021, RP, MP et Parties civiles c. Lokana Gokpa et csrts, Ituri, p.143, inédit.
- TMG, 1^{er} octobre 2019, RP N°1448/19, MP et parties civiles c. Shabani Muganza et csrts, Bukavu, p.76, inédit.

III. Doctrine

- ANDENDE APIANDA (R.), Droit international public cours polycopier, 3e année, UPC, 2019-2020, p.64.
- AURELIEN-THIBAUT LEMASSON, *La victime devant la justice pénale internationale*, thèse de doctorat en droit, Université de Limoges, 2010.
- CORNU (G), *Vocabulaire juridique*, PUF, Paris, 2017, p.1073.
- CASSESE (A.), SCALIA (D.), THALMANN (V.) et LAURENCE HEBERT-DOLBEC (M.), *Les grands arrêts de droit international pénal*, 2e éd. Dalloz, Paris, 2021, p.957.
- DECAUX (E.) et DE FROUVILLE (O.), *Droit international public*, 12 e éd. Dalloz , Paris, 2020, p.380.
- DUPUY (P-M.) et KERBART (Y.), *Droit international public*, 14 e éd. Dalloz, Paris, 2018.
- EKOFO INGANYA (M.), La réparation des crimes internationaux en droit congolais. Analyse des pratiques indemnitaires des juridictions militaires au regard du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, ASF-décembre 2014.
- FOUCHARD (I.), *Crimes internationaux entre internationalisation du droit pénal et pénalisation du droit international*, éd. Bruyant, Bruxelles, 2014.
- GUILLAUME (J.), « Le droit à réparation devant la CPI : promesses et incertitudes », *Politique étrangère*, vol. 4, 2015, pp.51-52.

- HALL (J.), *L'appréciation de la preuve devant la Cour pénale internationale*, thèse de doctorat, Université Grenoble Alpes, 2020.
- JOEEL TALA FOMBA (J.), « The notion of fairness in reparation litigation before the African Court on Human and Peoples' Rights » in *African Human Rights Yearbook*, vol.7 2023.
- KAHOMBO (B.), « La qualité des procès nationaux contre les crimes internationaux : réflexions sur la preuve des crimes de viol devant les juridictions militaires congolaise » in NTAYIRAJA (B.) et KEMP (G.), *International criminal Justice in Africa*, 2019, Nairobi, Strathmore University press, 2020, pp.97-119.
- KAKULE KINOMBE (C.), *Victimologie répressive Cours photocopié*, 2^e année de Master Droit pénal, UNIGOM, 2023-2024.
- KALONGO MBIKAYI (O.), *Droit civil Tome 1 Les obligations*, Kinshasa, Editions Universitaires Africaines, 2012.
- KAPINGA NKASHAMA (S.), *Droit à la réparation des dommages dus aux graves violations du DIH*, Editions universitaires européennes, 2018.
- KAVUNDJA MANENO (T.), Cours photocopié de l'administration de la preuve, 2^{ème} éd., Faculté de Droit, UNIGOM, janvier 2016.
- KIHANGI BINDU (K.), « Le droit à la réparation des victimes des crimes internationaux dans la jurisprudence de la Cour pénale internationale » *Revista Meritum, Belo Horizonte*, vol.15(2), 2020.
- KANDOLO ON'UFUKU WA KANDOLO (PF.), *Réparations en droits de la personne et en droit international humanitaire : problèmes et perspectives pour les victimes en République démocratique du Congo*, Thèse de doctorat en droit, Université de Montréal, 2017.
- LUZOLO BAMBI LESSA (E.J.) BAYONA BA MEYA (A.N.), *Manuel de procédure pénale*, PUC, Kinshasa, 2011.
- MBOKANI BATEGHANA, (J.), *La jurisprudence congolaise relative aux crimes de droit international (2016-2018)*, éditions Club des amis du droit, Kinshasa, 2018.

- MBOKANI BATEGHANA (J.), « Les tribunaux congolais face au défi des réparations pour viol en tant que crime de droit international », Collection ‘transition et justice, Institut francophone pour la Justice et la Démocratie, 2024, pp.313-343.
- MULONDA BWAMI (T.), *Réparation en Droit humanitaire pénal, attention centrée sur le régime de la CPI. L’effectivité de la réparation des victimes Thomas Lubanga Dylo et Germain Katanga*, mémoire de master en droit, Université Saint- Louis Bruxelles, 2017-2018.
- MUJINYA BAHATI, *Réparation au profit des victimes des actes des enfants-soldats en droit international : quête d’un modèle (re)conciliateur à travers les cas de la Sierra Leone et de la République démocratique du Congo*, thèse de doctorat en droit, Université d’Ottawa, 2024.
- NDINGGAR (D.), *L’effectivité du régime des réparations dues aux victimes devant la Cour pénale internationale, Mémoire de Master Justice pénale internationale, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales*, Université de Lille, 2021.
- TASOKI MANZELE (J-T.), *Procédure pénale congolaise*, Editions Harmattan, Paris, 2016.
- VINCENT (J.), « Le droit à la réparation des victimes en droit pénal international : utopie ou réalité ? », *Revue juridique Thémis*, n°44, 2010.

VI. Rapports

- Haut-Commissariat des nations unies aux droits de l’homme, Rapport du projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l’homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo, août 2010.
- Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme, Rapport d’une mission du Bureau du Haut-commissariat des nations unies aux droits de l’homme- témoignages des réfugiés qui ont fui la crise de la région du Kasai, en République Démocratique du Congo, août 2017.

- Rapport de conférence Peace palace, Réparations devant la Cour pénale internationale : Enjeux et Défis, La Haye, 12 mai 2011
- Bureau conjoint des nations unies aux droits de l'homme sur les violations des droits de l'homme, Rapport sur les violations des droits de l'homme commises par le Mouvement du 23 mars (M23) dans la province du Nord-Kivu, avril 2012.
- Bureau conjoint des nations unies aux droits de l'homme sur les violations du droit international humanitaire, Rapport sur les violations des droits international humanitaire commises par des combattants des forces alliées démocratiques (ADF) dans le territoire de Beni, province du Nord-Kivu, entre le 1^{er} octobre et 31 décembre 2014.
- Bureau conjoint des nations unies aux droits de l'homme, Rapport public sur les conflits en territoire de Djugu, province de l'Ituri, décembre 2017 à septembre 2019.
- ASF, Etude de jurisprudence. L'application du statut de Rome de la Cour pénale internationale par les juridictions de la République démocratique du Congo, mars 2009.
- Redress, Ne plus perdre de temps : la mise en œuvre des réparations pour les victimes devant la Cour pénale internationale, London ,1^{ere} publication, janvier 2019.